le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 06 mai 2018 N° 444 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal

Après quatre mois de bras de fer avec les enseignants, Macky Sall lâche du lest

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Sénégal : après quatre mois de bras de fer avec les enseignants, Macky sall lâche du lest

Pages 3-8
Mali : les crocodiles se bousculent dans le marigot

Page 5
Côte d'Ivoire : que faire contre la montée de la misère et de la pauvreté ?
-lutte contre la fuite du café, cacao, anacarde : pour protéger les intérêts des riches négociants (p. 7)

Page 8

France : le milliardaire Bolloré mis en examen dans une affaire de corruption

Madagascar : affrontements préélectoraux sur fond de misère

Page 8

Monde : le mouvement de mai 68 et ses répercussions au Sénégal

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Editorial _____ p.2

Sénégal

APRÈS QUATRE MOIS DE BRAS DE FER AVEC LES ENSEIGANTS, MACKY SALL LÂCHE DU LEST

Juste à la veille du 1er mai, le gouvernement sénégalais a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec les principaux syndicats des enseignants pour mettre fin au mouvement de grève qui a fortement secoué l'enseignement public depuis décembre 2017.

Macky Sall a fini par céder sur quelques unes des revendications des enseignants tout en restant vague quant à leur concrétisation, comme par exemple sur l'avancement dans la carrière, les salaires et l'amélioration des conditions de travail. Sur la question de l'augmentation de l'indemnité de logement, une des principales revendications des enseignants qui date de 2009, le gouvernement s'est engagé à la faire passer de 60 à 100.000 francs CFA mensuels, mais par paliers : soit une augmentation de 15.000 FCFA à compter d'octobre 2018, 10.000 FCFA à partir de janvier 2019 et 15.000 FCFA un an plus tard. Suite à cet accord, les principaux dirigeants des syndicats d'enseignants ont appelé à la reprise des cours. Néanmoins, une partie des enseignants restent sceptiques sur les promesses du gouvernement et disent qu'il s'agit d'une « ruse pour gagner du temps ».

Ce n'est pas par hasard que le président sénégalais a tout fait pour qu'un accord soit trouvé avant le 1er mai, jour où à Dakar les défilés traditionnels de rues auraient pu se transformer en défilés de colère tant du côté des enseignants que des élèves et parents d'élèves. Une des craintes de Macky était que la colère des enseignants et des élèves s'additionne aux défilés des partis de l'opposition mobilisés contre la récente modification du code électoral ou l'emprisonnement de Khalifa Sall (ancien maire de Dakar accusé de détournement de fonds).

Les enseignants ont en effet bien des raisons de sortir dans la rue, excédés qu'ils sont par le mépris avec lequel le gouvernement a ignoré jusque-là leurs revendications. Il a misé sur l'essoufflement des grévistes mais ceux-ci ont tenu bon malgré les menaces de représailles disciplinaires, malgré les amputations des journées de grèves sur les fiches de paie.

Le gouvernement a tenté de casser l'élan de la grève en opposant les élèves et les parents d'élèves aux enseignants, en accusant ces derniers d'être des égoïstes voulant « paralyser le système éducatif » *et transformer l'année scolaire en année blanche. Mais cette propagande gouvernementale n'a pas marché. Les parents et les élèves ont plutôt soutenu les grévistes ; ils ont fait pression sur le gouverne-*

ment pour qu'il satisfasse les revendications des enseignants. Mais au fur et à mesure que l'année scolaire avançait et que la menace d'une année blanche devenait plus précise, les élèves ont commencé à sortir dans les rues pour exiger la reprise des cours. Néanmoins, leur colère est avant tout dirigée contre le gouvernement qui ne se soucie pas de leur avenir.

Dans de nombreux endroits du pays il y a eu des affrontements parfois violents entre les élèves et les forces de l'ordre. À Kolda, le 19 mars dernier, les élèves ont envahi la route nationale et empêché les véhicules de passer. Cela a causé un énorme embouteillage. À Ziguinchor, la manifestation du 20 avril a été plus violente. Les élèves se sont affrontés avec les forces de l'ordre : il y a eu des blessés ; 20 manifestants ont été arrêtés par la police, un véhicule de l'administration a été brûlé. Les manifestants sont allés devant les écoles privées pour les entraîner dans le mouvement. Les élèves de la ville de Sédhiou ont aussi manifesté dans les rues, il y a eu des affrontements avec les forces de l'ordre. À Thiès il y a eu également le même genre de mouvement de rue ; là aussi les élèves de l'enseignement public sont allés devant leurs collègues du privé pour qu'ils les rejoignent dans la rue.

C'est la prolifération de ces mouvements de rue de la jeunesse et la menace de leur extension sur d'autres catégories de la population, notamment à l'occasion du 1er mai, qui ont poussé Macky Sall à lâcher du lest. Mais ses promesses seront-elles tenues ? C'est à voir car ce gouvernement et ses prédécesseurs ont déjà fait des promesses, notamment aux personnels hospitaliers en grève ainsi qu'aux enseignants mais elles n'ont pas été toutes honorées. Reste à savoir si les enseignants accepteront de se faire rouler dans la farine une nouvelle fois.

Mali

LES CROCODILES SE BOUSCULENT DANS LE MARIGOT

À l'occasion de l'élection présidentielle dont le premier tour est annoncé pour le 29 juillet prochain, une dizaine de candidats se sont déjà déclarés partants. Parmi eux figurent un ex-Premier ministre de l'actuel président, un de ses ex-ministres, un maire d'une grande ville, un homme d'affaires, un ancien ministre et en même temps militaire de carrière, deux hauts fonctionnaires internationaux, etc. D'autres n'ont pas encore officiellement annoncé leur candidature, c'est le cas de l'actuel chef d'État qui maintient un semblant de suspens, histoire de se faire désirer un peu plus par les siens.

Le 29 avril dernier, plusieurs dirigeants de partis politiques se disant de l'opposition ont tenu un grand meeting commun à Bamako pour affirmer leur envie de proposer une candidature commune. Chacun voudrait être à la tête d'une large coalition pour être en meilleure position et parvenir au moins au deuxième tour de l'élection présidentielle. Encore faut-il qu'ils arrivent à se mettre d'accord sur un nom. Les tractations et les marchandages en coulisses sont d'autant plus compliqués que les candidats sont plus nombreux que les postes à partager en cas de victoire de leur camp.

Ceux qui se disent aujourd'hui de l'opposition ne sont pas différents de l'équipe actuelle au pouvoir. Tous ces gens-là font partie du sérail, ils ont gouverné aux côtés d'IBK ou d'un de ses prédécesseurs, ils ont les poches bien pleines et ils n'ont qu'une envie, c'est celle de prendre la place au sommet de l'État pour devenir le serviteur local de l'impérialisme français et surtout pour avoir la haute main sur les caisses de l'État. Leurs discours sur « la bonne gouvernance », leurs prétendues divergences avec l'actuel président ne sont que de la démagogie pour tromper les gens. Ce sont

des ennemis des travailleurs et des petits paysans.

Mali

ENSEIGNANTS, ÉLÈVES ET CANTINES SONT FICTIFS MAIS PAS LES MILLIARDS PAYÉS PAR L'ÉTAT

Le ministre de l'Education nationale a récemment rendu public le résultat d'un recensement des enseignants au Mali. On y découvre que les écoles dites communautaires (c'est-à-dire les écoles privées ou religieuses) qui bénéficient d'une importante subvention de l'État ont gonflé le nombre des élèves et enseignants pour obtenir frauduleusement plus d'argent. Sur les 16 000 enseignants déclarés depuis 2016, 10 000 seraient fictifs, 3000 avec des faux diplômes. Les dirigeants de ces écoles auraient déclaré 5 000 élèves fantômes. Ces faux frais auraient occasionné une perte de 33 milliards de franc Cfa au Trésor public.

L'État malien a déboursé 3 milliards pour financer des cantines dans ces établissements privés mais le ministre a reconnu qu'il n'a vu aucune cantine opérationnelle lors des sa récente tournée.

Où est parti l'argent de la fraude ? Qui sont les responsables ? Là-dessus le ministre n'a pas ouvert sa bouche. Il existe parait-il une « commission » spécialement mise sur pied par l'État pour attribuer les subventions après vérification des dossiers. Le ministre a dit qu'il va mener une enquête et « *nettoyer définitivement les fichiers* ». Soyons sûr que cette enquête n'aboutira pas à grand-chose, tout au plus trouvera-t-on quelques lampistes pour leur faire porter le chapeau, histoire de dire que l'État fait le ménage.

Ce qui vient d'être révélé dans l'Éducation nationale n'est pas une nouveauté ; ce n'est qu'une infime partie du détournement de l'argent public. Combien y a-t-il de faux généraux ou faux colonels dans l'armée et dans la gendarmerie ? Combien sont les hauts fonctionnaires fictifs dont les salaires sont pourtant versés on ne sait à qui ? Ce sont des milliards qui s'évaporent des caisses de l'État au profit de quelques margoulins haut placés. À ces milliards, il faut ajouter l'argent prélevé directement par les tenants du pouvoir.

On ne peut pas attendre de ces gens qui sont au sommet de l'État une quelconque intention de mettre fin à ce genre de fraude car c'est une des sources d'enrichissement de leurs clans. Seule la prise en main du pouvoir politique par les travailleurs avec la participation active de la population pauvre pourrait mettre fin à la dilapidation de l'argent public par le clan des maffieux au pouvoir.

ERRATUM

Dans l'article sur le Mali de notre précédant numéro du 8 avril dernier, nous avons écrit dans le 4ème paragraphe de la page 2 : « Si dans de nombreuses régions du Mali, notamment au Nord et au Sud, des populations manifestent un sentiment d'hostilité … ». Nous aurions dû écrire au « Nord et au Centre ». Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Côte d'Ivoire

Nous publions ci-dessous de larges extraits du débat que nous avons animé lors de la 13ème fête annuelle de notre journal « Le Pouvoir Aux Travailleurs »*, à Abidjan le 1er mai dernier.*

« *QUE FAIRE CONTRE LA MONTÉE DE LA MISÈRE ET DE LA PAUVRETÉ ?* »

De nombreuses questions ont été posées à cette occasion ; nous en résumons ici quelques-unes, ainsi que les réponses qui ont été données par les animateurs :

Questions et interventions des invités

- Est-il possible de changer la société capitaliste ?
- Quels moyens les travailleurs doivent-ils mettre en place pour changer leur situation ?
- Le droit des travailleurs n'est pas respecté sur les chantiers et dans les entreprises. Existe-t-il un comité pour aller inspecter dans les entreprises et sur les chantiers ?
- Les syndicats n'arrivent pas à approcher toutes les entreprises, est ce que l'État a mis en place une structure pour examiner la situation ?
- Oui, c'est vrai que nous souffrons : quels moyens devons-nous mettre en place pour remédier à la situation ?
- Est-ce que si nous nous mettons ensemble on pourra changer quelque chose ?
- Ne pourrait-on pas faire des campagnes de sensibilisation ? Hormis notre fête annuelle, pourquoi n'organisons nous pas des séminaires d'informations ?
- Est-ce que la société civile ne peut pas nous aider ?
- Aujourd'hui, le taux de croissance de la Côte d'Ivoire est entre 8 et 9,5%. (…) mais l'Ivoirien vit en dessous du seuil de pauvreté. On sent une volonté manifeste des autorités de maintenir la population dans la misère.
- Il existe plus de 60 partis en Côte d'Ivoire, c'est un parti de plus qu'on veut construire. Pour moi, le syndicalisme est la voie la plus appropriée.
- Les travailleurs devraient réclamer leurs droits.

En résumé, la réponse des organisateurs :

La vie des travailleurs n'a jamais été facile, où que ce soit dans le monde. Partout, les capitalistes ne cessent d'aggraver l'exploitation pour augmenter d'autant leurs profits. La seule chose qui les bloque efficacement, c'est la lutte collective que leur opposent les travailleurs ou la crainte de ces luttes.

Ces luttes, qui sont le plus généralement des grèves, sont quelques fois victorieuses. Mais quelque fois aussi des échecs.

Ce combat est nécessairement le résultat d'un rapport des forces entre les capitalistes d'un côté et les travailleurs de l'autre. Les exemples récents qu'on peut citer, c'est la lutte des ouvriers qui construisent le grand stade sur la route d'Anyama, ou encore, la grève récente des travailleurs de Gandhour à Yopougon, pour ne pas dire une explosion de colère. Leurs luttes n'ont pas pour autant abouti (ou pas encore) à un succès contre l'exploitation et les injustices qu'ils subissent.

Et pourtant, il n'y a pas d'autres voies possibles pour y parvenir sans lutte. Et s'ils ne battent pas, leur situation continuera à s'aggraver. Il n'y a pas que les salaires qui restent bloqués vers le bas. Il y a les cadences de travail qui augmentent, le coût de la vie qui ne cesse d'augmenter et qui appauvrit d'année en année la population laborieuse.

Face aux travailleurs en lutte, les capitalistes ont le soutien des forces armées, de l'administration, en un mot de l'appareil d'État, sans compter la présence des vigiles que les patrons utilisent contre les grévistes.

C'est face à toutes ces forces que les travailleurs et les populations pauvres doivent faire face quand les grèves et les révoltes éclateront.

En temps ordinaire, les travailleurs qui sont pour engager la lutte sont très minoritaires. Néanmoins, même si la grande majorité des travailleurs baissent la tête, cela ne veut pas dire qu'ils sont d'accord avec leur situation. Cela veut dire simplement qu'ils ne se sentent pas de taille à engager une lutte à ce moment-là. La peur de perdre son travail, sachant que la charge de la famille pèse sur ses épaules, est un des éléments qui empêche les travailleurs de faire la grève.

Mais tôt ou tard arrive le jour où une goutte d'eau fait déborder le vase. Alors, ceux-là même qui étaient réticents hier relèvent la tête et se révoltent contre leur situation. Alors, une lutte ouverte contre le capitaliste s'engage.

Un militant ouvrier ne doit pas ignorer ce processus. Son rôle est donc de se préparer en conséquence, sans se couper de ceux qui hésitent mais au contraire de les convaincre pour que le mouvement soit le plus large possible afin d'augmenter notre force.

Toutes les grèves ne sont pas pour autant victorieuses mais on peut en tirer des leçons précieuses pour les batailles futures. Il y en aura d'autres nécessairement et il faut les préparer d'avance.

Lorsqu'une grève éclate dans une usine ou sur un chantier, le rôle d'un militant ouvrier est de tout faire pour mettre en place un Comité de grève qui assumera la direction du mouvement ; de mettre en place des piquets de grèves pour contrôler l'usine ou le chantier ; de veiller à ce que des AG (Assemblées Générales) se tiennent tous les jours, voire deux fois par jour, matin et soir, pour que les travailleurs décident démocratiquement de la suite qu'ils veulent donner à leur mouvement et qu'ils en gardent le contrôle. Autrement, des politiciens, des gens de la « *société civile* » pour reprendre les termes utilisés par un intervenant, ou des syndicats, dont la très grande majorité des dirigeants sont vendus au patronat, risquent de prendre le contrôle de la lutte et la mener vers des impasses. C'est ce qui se passe le plus souvent, lors des grandes luttes dans ce pays.

Pour défendre ses intérêts politiques, la classe ouvrière a besoin d'un parti politique propre à elle. Il y a peut-être 60 partis dans ce pays mais tous aspirent à servir les intérêts des classes possédantes, même s'ils masquent parfois leur vrai visage derrière leur prétendu volonté de « servir la nation » ou « *l'intérêt général* ».

La classe ouvrière, la classe des pauvres, constitue une force colossale. Sans les travailleurs aucune richesse ne peut sortir de la terre ou des usines. Sans eux le transport ne pourrait marcher ; le port ne pourrait décharger ou charger les marchandises dans les bateaux ; les banques ne pourraient ouvrir ; les hôpitaux ne pourraient soigner les malades, etc. Cette classe sociale constitue la grande majorité de la population sur cette terre, alors que les exploiteurs, les bourgeois en constituent une toute petite minorité. Alors, oui, l'avenir appartient aux travailleurs s'ils prennent conscience de leur force et du rôle historique qu'ils auront à jouer dans le renversement du système capitaliste.

Côte d'Ivoire

LUTTE CONTRE LA FUITE DU CAFÉ, CACAO, ANACARDE : POUR PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES RICHES NÉGOCIANTS

Le gouvernement a annoncé « *une peine de 10 ans de prison et une amende pouvant atteindre 50 millions de Francs CFA* » pour tout paysan qui sera pris en train d'aller vendre le fruit de son travail dans un pays frontalier. Cette mesure concerne des produits agricoles comme le café, le cacao, le coton, l'anacarde et l'hévéa. Pourquoi un tel acharnement sur des paysans qui ne cherchent qu'à vendre leur production à un meilleur prix ?

Il existe depuis un certain temps un gros décalage entre le prix d'achat des matières premières imposé aux paysans en Côte d'Ivoire et celui pratiqué dans certains pays frontaliers. Par exemple, cette année, le prix bord champs de l'anacarde est fixé au Ghana voisin à 1 000 F le kilogramme alors qu'il est de 500 F le kg en Côte d'Ivoire. Quant au cacao : les paysans au Ghana le vendent à 1 000 F le kilo, contre 700 F en Côte d'Ivoire.

Pour annuler cette fuite de produits vers les pays voisins, il suffirait d'aligner les prix d'achat avec ceux des pays voisins. Mais au lieu de ça, c'est une batterie de mesures que le gouvernement a pris pour obliger les paysans à accepter le prix pratiqué en Côte d'Ivoire.

Cette opération est menée uniquement dans l'intérêt des grands exportateurs dont la plupart sont liés aux hauts dignitaires qui dirigent ce pays, et au-delà les grandes multinationales qui s'engraissent sur le négoce de ces matières premières agricoles.

PÉNURIE D'EAU POTABLE : RAS-LE-BOL !

La pénurie d'eau potable est chronique dans certains quartiers d'Abidjan et nombre de localités du pays. Jusque-là dans les villes, c'est l'accès aux réseaux d'eaux courantes qui posait problème étant donné que les frais que cela génèrent ne sont pas à la portée de tous. La nouveauté ces jours-ci, c'est l'assèchement même des robinets de la compagnie de distribution d'eau. Ainsi, Bouaké, 2ème ville du pays avec ses 1,5 millions d'habitants, se retrouve sans eau courante depuis plusieurs semaines. Le problème de pénurie d'eau en cette période n'est pas nouveau. Elle se répète chaque année avec une acuité plus ou moins grande en fonction de la longueur de la saison sèche. Mais jusque-là rien n'a été fait pour remédier à ce problème.

Cette année, c'est lorsque les réserves d'eau se sont asséchées et que les populations ont commencé à manifester que les autorités ont fait mine de découvrir le problème. Ce ne sont pas les quelques camions citernes et les forages faits à la va vite qui pourront couvrir les besoins en eau d'une ville comme Bouaké. Les populations sont bien obligées de s'approvisionner comme elles peuvent en eau et cela avec les risques qui en découlent.

Bouaké n'est pas seule dans cette situation, Niakaramadougou, Ferkéssedougou, Odiénné et d'autres localités du nord du pays sont aussi concernées.

Face à cette situation, le président se vante de ce qu'il a déjà réalisé, du budget qu'il y a consacré et de ce qu'il compte faire à l'avenir. C'est vraiment se moquer des populations pauvres qui souffrent de cette pénurie.

France

LE MILLIARDAIRE BOLLORE MIS EN EXAMEN DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION

Le 25 avril, l'homme d'affaires Vincent Bolloré a été mis en examen puis gardé à vue pendant deux jours dans les locaux de la brigade anti corruption du tribunal de Nanterre en France. Il est soupçonné d'avoir financé les campagnes électorales de Faure Gnassingbé du Togo et d'Alpha Condé de Guinée pour écarter ses concurrents et obtenir la concession des grands ports de ces pays en 2010 et en 2011.

Actuellement le groupe Bolloré possède plus de la moitié des ports d'Afrique de l'Ouest et plus du quart de ceux de l'Afrique de l'Est. Depuis 2004, il exploite le premier terminal à conteneurs d'Abidjan et plusieurs années après, le second terminal au détriment de ses concurrents. Le chemin de fer qui permet le transport des marchandises en direction du Burkina Fasso fait partie de ses possessions ainsi que le chemin de fer camerounais. Au Gabon, le groupe a tissé une amitié de longue date avec le dictateur. C'est ainsi que depuis les années 2000 il a placé la fille du président Omar Bongo à la tête de sa filiale Mining Logistics.

Aujourd'hui certains de ses concurrents évincés dénoncent les irrégularités dans l'attribution des contrats et c'est cela qui lui vaut quelques petits ennuis avec la justice française. Bolloré bénéficie de liens forts jusqu'au sommet de l'État français. On se souvient que Sarkozy avait effectué un long voyage après avoir été élu président, dans un bateau de luxe mis à sa disposition par cet ami milliardaire. François Hollande ainsi que certains anciens ministres l'ont aidé à décrocher quelques contrats juteux au détriment de ses concurrents.

Tout cela sent mauvais mais c'est tout le capitalisme qui est pourri.

Madagascar

AFFRONTEMENTS PRÉELECTORAUX SUR FOND DE MISÈRE

Le 21 avril des centaines de personnes se sont rassemblées sur la place du 13 mai située en plein centre d'Antananarivo capitale du pays. Dans les affrontements avec les forces de l'ordre qui s'en sont suivis, il y a eu entre deux et cinq morts parmi les manifestants et de nombreuses personnes ont été grièvement blessées. Ce rassemblement interdit par les pouvoirs publics s'est constitué à l'initiative d'un certain nombre de députés de la mouvance TIM de l'ancien président Ravalomanana et de la mouvance MAPAR de Rajoelina son adversaire d'hier et successeur. Tous ces gens sont descendus sur la place publique pour dénoncer les nouvelles lois électorales.

En faisant cela ils ont entrouvert le couvercle de la marmite du mécontentement de la population pauvre. Nombreux sont ceux qui n'en peuvent plus d'errer à longueur de journées à la recherche d'un peu de nourriture pour tromper la faim. Ce pays qui est classé 5ème parmi les plus pauvres de la planète compte beaucoup de personnes qui n'ont pas un toit pour passer la nuit, de personnes qui n'ont pas de moyens de se soigner contre des maladies telles que la peste, le paludisme et la liste est longue. Une partie des manifestants est constituée d'adolescents ayant grandi dans les rues ou dans les immeubles délabrés et insalubres devenus des squats.

Les élections présidentielle puis législative auront lieu dans environ sept mois et le président Rajaonarimampianina pas encore déclaré candidat ainsi que son parti HVM, font tout pour écarter leurs concurrents : révision des listes électorales, durée des campagnes réduite à sept jours au lieu de quinze, utilisation de bulletins uniques, aggravation des conditions nécessaires à la candidature à la présidence, etc.

Ravalomanana au pouvoir entre 2002 et 2009 s'y était considérablement enrichi. Il avait fait main basse sur les produits laitiers et les huiles de consommation à travers sa société Tiko, grâce à l'appui financier de la Banque Mondiale. Durant ses sept ans de pouvoir, Tiko est devenu un empire économique très puissant ayant le monopole sur les produits à base de lait, sur les jus de fruits et l'eau minérale. La chaine de distribution Magro est également la propriété de Ravalomanana. La population pauvre était exsangue mais cela n'empêcha pas le président de se payer un Boeing 737 à des fins personnelles, en puisant dans les caisses de l'État.

Cela a suscité tellement de mécontentements dans le pays que d'énormes manifestations avaient eu lieu durant plusieurs mois dans les grandes villes. Les manifestations, les marches et les rassemblements multiples ont fini par contaminer une partie de l'armée au point de donner lieu à une mutinerie dans certaines casernes.

Rajoelina ancien maire de la capitale qui a dirigé le régime dit de transition de 2009 à 2013 à la faveur de cette mutinerie dans l'armée, était lui aussi un homme d'affaires. Mais le fait qu'il dénonce quelques abus du président et de son clan, lui a permis de bénéficier d'un peu de popularité et d'écarter le président honni. Les ennemis d'hier se sont rabibochés et semblent aujourd'hui faire cause commune. Le nombre de morts parmi les gens pauvres qui les ont suivis dans leur course pour le pouvoir, semble oublié.

Depuis le 21 avril des rassemblements à l'appel des « 73 députés pour le changement » ont lieu chaque jour au centre de la capitale. Leur position a évolué puisqu'aujourd'hui leur mot d'ordre est « *Miala !* » (Dégage !).

Le général Solofonirina porte parole des FDS (Forces de Défense et de Sécurité) accompagné de quelques autres galonnés, a donné une conférence pour sommer « *les acteurs politiques d'entamer le dialogue* ». La Haute Cour Constitutionnelle a annulé une partie des lois électorales contestées. Cela traduit le malaise qui s'instaure dans la tête des généraux et des hauts agents de l'État.

La classe ouvrière

Dans plusieurs grandes villes du pays telles qu'Antananarivo, Antsirabe, Toamasina, des zones industrielles existent dans lesquelles sont concentrés des milliers de travailleurs d'usines. Les entreprises de textile fournissent de grandes chaines de magasins tels que Zara, Camailleu, Décathlon et bien d'autres. Ces sociétés réalisent des profits importants grâce à l'exploitation des travailleurs. Ceux-ci ne baissent pas les bras pour autant et des luttes pour la défense de leurs conditions d'existence éclatent de temps en temps malgré la répression et malgré la corruption des dirigeants syndicaux. Il faut espérer qu'à la faveur de la crise actuelle, les travailleurs prennent conscience des intérêts propres à eux et trouvent le chemin de la lutte collective. Cette lutte pourrait susciter un espoir pour tous les déshérités de ce pays.

Monde

LE MOUVEMENT DE MAI 68 ET SES RÉPERCUSSIONS AU SÉNÉGAL

Pour comprendre les événements qui se sont déroulés en mai 1968 en Afrique, et singulièrement au Sénégal, il est judicieux de remonter à la source pour rappeler brièvement ce qui s'était passé en mai 68 en France.

En France les événements ont commencé à la faculté de Nanterre, en banlieue parisienne, Au début les étudiants s'insurgeaient contre une discipline trop rigide. Filles et garçons, par exemple, vivaient séparés dans le campus, les visites entre eux étaient interdites. Les étudiants aspiraient à plus de liberté en fac et dans le campus ; ils réclamaient un enseignement de qualité et s'insurgeaient contre les professeurs jugés trop réactionnaires.

Mais bien vite ces revendications prirent une tournure plus politique : contestation de la politique « *bourgeoise* » du général De Gaulle. Le président de l'université de Nanterre a cru bien faire de fermer la fac pour mettre fin à la grève et à et à la contestation. Mal lui en a pris : les étudiants se sont déportés à la fac de la Sorbonne pour faire de l'agitation, et inviter les étudiants de cette fac à les suivre dans la grève ; avec succès.

Des milliers d'étudiants descendaient donc dans la rue, dressaient des barricades, brûlaient des voitures, affrontaient la police et les CRS. La répression fut violente : il y eut deux morts et des blessés graves. Devant la brutalité de la police, les familles et une bonne frange de la population prirent le parti des manifestants. Des jeunes des lycées et collèges entrèrent dans la lutte aux côtés de leurs aînés, en signe de solidarité ; les syndicats ouvriers qui, jusque-là, les qualifiaient de « *gauchistes* » et de « *casseurs* », décrétèrent la grève générale dans tout le pays. Des usines étaient occupées, dont les usines Renault de Billancourt et de Flins. Après Paris, toutes les grandes villes de province entrèrent aussi en grève. Toute la France était paralysée, les trains ne circulaient plus, l'administration ne fonctionnait plus. Devant l'étendue de la contestation du régime, le général De Gaule se réfugia en Allemagne chez son ami, le général Massu qui y commandait les troupes françaises.

Le gouvernement, aux abois, lâcha du lest et décida de négocier avec les dirigeants syndicaux. Les négociations aboutirent aux accords de Grenelle (25 et 26 mai 1968) : augmentation du Smig de 35% et de 56% pour les salariés agricoles, augmentation générale des salaires de 10% en moyenne, reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise et de l'exercice du droit syndical dans l'entreprise, etc.

Peu à peu le gouvernement mettait fin à la grève en s'attaquant aux rares usines encore occupées qui avaient rejeté les accords de Grenelle. Côté étudiants, les facs fermées étaient rouvertes, et les étudiants arrêtés relâchés.

Mai 68 au Sénégal

Dakar : Le Président de l'UDES, Mbaye Diack, entouré de Birahim Diagne et de Moussa Kane, lors des négociations avec le gouvernement

Dans ce pays le mouvement de protestation a commencé aussi chez les étudiants, à l'Université Cheik Anta Diop (UCAD) de Dakar. Créée en 1957, cette université était la toute première de l'empire colonial français. En 1968, elle accueillait 23 nationalités différentes dont 27 % de Français, 32% de

Sénégalais, 38 % d'Africains francophones et 3 % d'autres nationalités.

L'UCAD fut donc le théâtre d'une vaste révolte estudiantine qui menaça gravement le régime du parti unique du poète-président Senghor qui a dû se réfugier dans un camp militaire français à Dakar.

À bien des égards, Mai-68 au Sénégal dépassa le simple mouvement de protestation local pour s'inscrire dans le mouvement social mondial de contestation de la jeunesse, avec ses spécificités africaines.

En effet cette ouverture au monde s'accompagnait également d'un mouvement de contre-culture avec une référence à des valeurs culturelles africaines et Tiers-mondistes. Les étudiants contestaient l'enseignement prioritaire de l'art et de la culture occidentale. Ils saluaient les héros de la révolution cubaine (Che Guevara), de la longue marche (Mao Tsé-Toung), de la révolution vietnamienne (Ho-chi-Minh et Van Giap). Ils citaient aussi en exemple Martin Luther King, les Black Panthers, Kwamé Nkrumah, Frantz Fanon, Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, entre autres.

Au départ, les revendications estudiantines étaient d'ordre purement économique. Ils s'insurgeaient contre la diminution du taux de leurs bourses de moitié ou des deux tiers, et de leurs mensualités, ramenées de 12 à 10 mois, pour, paraît-il, faire face à l'afflux massif des nouveaux bacheliers suite à la suppression de la Première Partie du Baccalauréat.

L'Union des étudiants sénégalais (UDES) entama des négociations avec le gouvernement pour débloquer la situation. Mais constatant la mauvaise volonté des autorités, elle appela à une grève de protestation le 18 mai. Le 24 mai, une assemblée générale de ce syndicat étudiant vota la grève générale et illimitée à partir du 27, en invitant l'Union nationale des travailleurs sénégalais (UNTS) à se joindre au mouvement.

Le 29 mai, les autorités universitaires demandèrent aux étudiants de rédiger pour 8 h une déclaration certifiant que la grève et l'occupation étudiantes ne visaient pas à renverser le gouvernement de Senghor. Ils ne répondirent pas à cette injonction. Alors le même jour, les gardes mobiles qui avaient déjà encerclé le campus universitaire, donnèrent l'assaut à coups de grenades lacrymogènes. Les quelques cocktails molotov lancés par des étudiants ne feront pas le poids. On dénombrera officiellement 1 mort et 69 blessés parmi les insurgés mais des tracts syndicaux mentionnaient 4 morts et des centaines de blessés. Des étudiants furent arrêtés et certains expulsés vers leur pays d'origine. En signe de solidarité, la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) occupa l'ambassade du Sénégal à Paris.

La classe ouvrière entre dans la contestation

Dakar : Photo des syndicalistes arrêtés le 31 mai à la Bourse du Travail et déportés à Dodji, département de Linguère

La charge sanglante du campus par les forces de l'ordre fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. La puissante centrale syndicale des travailleurs, l'UNTS pourtant proche du pouvoir (Doudou Ngom, le secrétaire général était un fidèle partisan de Senghor) entrait en grève pour protester contre la répression dont les étudiants étaient victimes, mais aussi pour poser leurs propres revendications.

Le 30 mai, l'UNTS déclencha une grève générale et illimitée dans tout le pays. Le soir même, Senghor dans un « *discours à*

la nation », proclama l'état d'urgence, fustigea des « puissances rouges », accusa les étudiants sénégalais d'imiter leurs camarades du Quartier latin, confia le maintien de l'ordre aux soldats et appela à l'aide l'armée française qui se chargea de verrouiller les points stratégiques dakarois.

Le lendemain matin, la tension était à son comble. Plus d'une centaine de syndicalistes furent arrêtés à la Bourse du travail alors que la manifestation prévue n'avait pas encore démarré. Barricades, jets de pierres et cocktails molotov firent leur apparition : 4 à 5000 personnes participèrent à l'émeute. Les manifestants marchèrent vers la Présidence, brisant quelques vitrines et incendiant des voitures au passage. Des grenades lacrymogènes étaient lâchées depuis des hélicoptères faisant deux morts et des centaines de blessés. Les affrontements tragiques qui enflammèrent la ville de Dakar durèrent trois jours : du 29 au 31 mai 1968.

Le 1er juin Senghor entama des négociations qui se soldèrent par la libération de tous les prisonniers le 9 juin. Le 13 juin des accords tripartites furent signés entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. Le salaire minimum était revalorisé de 15 %, tandis que le train de vie des membres du gouvernement était symboliquement réduit.

Quant aux étudiants, ils n'obtinrent presque rien. Même la réforme qu'ils réclamaient leur avait été refusée.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.